



**Arrêté temporaire n°26-AT-0111
Portant réglementation de la circulation**

RUE DU 8 MAI

Madame la Maire d'Oloron Sainte Marie,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU la demande en date du 31/03/2026 émise par CEGELEC SUD OUEST demeurant 5 Rue des Tiredous 64000 PAU représentée par Monsieur Baptiste GIMENEZ aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

CONSIDÉRANT que des travaux sur réseaux ou ouvrages électriques pour l'alimentation ENEDIS des établissements Constanti rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 14/04/2026 au 07/05/2026 RUE DU 8 MAI,

ARRÊTE

Article 1

À compter du 14/04/2026 et jusqu'au 20/04/2026, la circulation est alternée par B15+C18 ou K10, sur une longueur maximum de 30 mètres, RUE DU 8 MAI entre le giratoire de "L'Alysson" et l'entrée de l'Avenue Loustaunau Lacau (lieu dit : Les castors)

Article 1

À compter du 20/04/2026 et jusqu'au 07/05/2026, la circulation est alternée par B15+C18 ou K10, sur la contre-allée du Boulevard des Pyrénées pour l'alimentation ENEDIS des établissement Constanti

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, CEGELEC SUD OUEST.

Article 3

Madame la Maire d'Oloron Sainte Marie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Oloron-Sainte-Marie, le 13 avril 2026
Madame la Maire d'Oloron Sainte Marie

Marie-Lyse BISTUE

DIFFUSION:

- CEGELEC SUD OUEST
- Madame la Maire d'Oloron Sainte Marie
- Service communication
- le Commandant de Gendarmerie
- TPO
- Groupement des Sapeurs-Pompiers

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux

devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.